



Entretien des sentiers de randonnée du schéma communautaire Convention de versement d'un fonds de concours

Entre

La communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas, représentée par son président, dûment habilité à l'effet des présentes par la délibération : N°DCC2021_055-DE, approuvée par le conseil de Communauté en date du 09 avril 2021, ci-après dénommée la communauté de communes, d'une part ;

Et

La commune de TREMAOUEZAN, représentée par son maire, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du conseil municipal N° 2021-12-10-202144-DE en date du 09 décembre 2021, ci-après dénommée la commune, d'autre part ;

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'article 186 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a introduit une dérogation aux principes de spécialité et d'exclusivité gouvernant le fonctionnement des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, en créant le dispositif actuel des fonds de concours.

Cet article, codifié au code général des collectivités territoriales (CGCT) à l'article L. 5214-16V dispose qu'« *Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la communauté de communes et les communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours* ».

Il résulte de ces dispositions que ces fonds de concours peuvent être versés par une communauté de communes à une ou plusieurs de ses communes membres, ou bien qu'ils peuvent être versés par une ou plusieurs communes membres à la communauté de communes dont elles sont membres.

Dans le cadre de sa compétence touristique, la communauté de communes a défini une politique communautaire pour l'aménagement et la mise en réseau des sentiers de randonnée pouvant accueillir les piétons et pour certains d'entre eux les cyclistes ou les cavaliers.

Sur la base des boucles identifiées avec les communes, le conseil de Communauté a défini un nouveau schéma communautaire de randonnée ; il retient les itinéraires dénommés :

- Sentier du littoral,
- Sentier des crêtes,
- Randonnée entre le château de La Roche-Maurice et celui de La Forest-Landerneau
- Randonnée de la Mignonne entre Daoulas et Saint-Eloy
- Boucles locales retenues dans le cadre de l'étude menée avec l'ONF.
- Boucles locales actuelles ou à venir faisant l'objet d'un classement PDIPR

Pour accompagner les communes dans le portage de ces projets, en phase de création puis pour l'entretien des sentiers, la Communauté apporte son soutien financier par le biais de fonds de concours dont les modalités sont précisées ci-dessous.

La gestion du foncier, la réalisation et l'entretien des sentiers restent de la compétence des communes qui sont maîtres d'ouvrage.

Aussi, en application des dispositions du CGCT précitées, la mise en place d'un fonds de concours au bénéfice des communes constitue le moyen le plus adapté d'assurer ce soutien financier.

Le montant de ce soutien financier est basé sur un taux de participation fixé par la communauté de communes comme suit :

Type de travaux ou de prestation ENTRETIEN	Taux d'intervention, déduction faite des subventions a minima CD29	Plafond de financement
Renouvellement de la signalétique directionnelle (1 fois tous les 10 ans)	50% du reste à charge	Base du marché retenu
Entretien annuel des aménagements (faucardage, débroussaillage et élagage d'entretien), de la signalétique directionnelle, des équipements, des aménagements spécifiques.		1 000 € TTC le kilomètre

C'est dans ce contexte que la commune, maître d'ouvrage du projet décrit à l'article 2, a sollicité la communauté de communes afin que cette dernière participe financièrement à l'entretien des sentiers.

Et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'arrêter les modalités de versement d'un fonds de concours par la communauté de communes à la commune dans le cadre des travaux d'entretien d'une portion d'un sentier de randonnée inscrit au schéma communautaire.

Article 2 : Consistance des travaux et modalités de réalisation

Les travaux d'entretien concernent les sentiers ou portion de sentiers de randonnée, décrits en annexe et inscrits au schéma communautaire, au titre de :

- Sentier du littoral,
- Sentier des crêtes,
- Sentier de randonnée entre le château de La Roche-Maurice et celui de La Forest-Landerneau,
- Sentier de randonnée de la Mignonne entre Daoulas et Saint-Eloy,
- Boucles locales actuelles ou à venir faisant l'objet d'un classement PDIPR,
- Boucles locales retenues dans le cadre de l'étude menée avec l'ONF.

Article 3 : Montant du fonds de concours attribué par la communauté de communes

Les conditions de participation de la communauté de communes sur cette opération sont basées sur la délibération DCC2021_055-DE du 09 avril 2021.

Le bureau sera saisi, chaque année, d'une demande et décidera de l'octroi du fonds de concours sollicité sur la base des conditions précitées.

Par ailleurs, le montant total des fonds de concours ne pourra excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours (article L. 5214-16-V du CGCT). Le bénéficiaire doit donc prendre à sa charge au moins la moitié du financement TTC résiduel, hors subventions reçues par ailleurs.

Article 4 : Modalités de versement du fonds de concours par la communauté de communes

La communauté de communes se libérera annuellement des sommes dues au titre des travaux d'entretien de l'année civile précédente sur présentation par la commune des pièces justificatives suivantes :

- Etat des travaux exécutés,
- Production d'un décompte financier global de l'opération avec copies des factures acquittées.

La communauté de communes se réservera le droit de vérifier in-situ la conformité des prestations exécutées.

Article 5 : Modalités d'intégration de nouveaux tronçons

La commune pourra solliciter l'intégration de nouveau tronçon de sentier communautaires listés à l'article **Consistance des travaux et modalités de réalisation**.

Un avenant sera établi par la Communauté, intégrant le (les) nouveaux tronçon(s) répondant aux critères énoncés précédemment.

Article 6 : Autorité, contrôle, responsabilités

L'exécution et le contrôle des travaux objet de la présente convention se feront sous la responsabilité exclusive de la commune.

Article 7 : Durée

La présente convention prendra effet à la date où elle sera devenue exécutoire (transmission à la préfecture) et sera renouvelée par tacite reconduction chaque année.

La présente convention s'éteindra de plein droit sur dénonciation écrite de l'une ou l'autre des parties en respectant un préavis de deux mois.

Article 8 : Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Rennes, les parties s'engageant à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Convention établie en deux exemplaires.

**A Landerneau le :
Pour la communauté de communes
du Pays de Landerneau Daoulas**

**Le Président :
M. Patrick Leclerc**

**A Trémaouézan le : 15 NOV. 2022
Pour la commune de Trémaouézan**

**Le Maire :
Le Maire
Hervé LIEGEOIS**

